Equipes Populaires
8 rue du Lombard 5000 Namur

Contrastes

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE
Bureau de dépôt :
5000 Namur mail.
N° d'agréation : P 204078

N° 202 ▪ Bimestriel ▪ Janvier-Février ▪ 2021

SOMMAIRE

3. Du savoir-faire au faire pouvoir
6. Faire soi-même, c'est aussi... un business
8. Interview de Sébastien Kennes

La puissance de l'agir collectif
13. Artisans de la transition écologique
16. Quelle est la bonne façon de changer le monde ?

Valérie Linder

FAIRE SOI-MÊME EST-IL UN ACTE POLITIQUE ?

UNE PIERRE À L'ÉDIFICE

Les savoir-faire ancestraux, sacrifiés pendant quelques décennies sur l'autel de la consommation de masse, retrouvent leurs lettres de noblesse.

Les pratiques appelées *Faire soi-même* -ou *Do it yourself* en anglais- couvrent de multiples domaines d'activités, s'exercent seules ou en groupe, dans des contextes et des environnements très différents, et surtout poursuivent des objectifs multiples : lutte contre le gaspillage, exercice de créativité, économies financières… Ces pratiques contribuent sans aucun doute au bien-être personnel mais aussi à la protection de l'environnement et au développement d'un modèle de société moins consumériste et plus soutenable.

Les pratiques d'autoproduction individuelles se répandent, au point qu'on peut véritablement parler d'un phénomène de mode dont les sociétés commerciales et les réseaux sociaux s'emparent de plus en plus.

Pratiquées en groupe dans le cadre de l'éducation permanente, ces activités mettant en valeur les savoir-faire permettent de questionner nos modes de production et de consommation, mais également d'exercer une action collective transformatrice. C'est ce qu'explique Christian Boucq dans le premier article, pour qui l'action collective doit être un aller-retour permanent entre « savoir-faire, faire savoir et faire pouvoir ». En ce sens, le *Faire soi-même* est pour lui un acte politique. Dans son interview, Sébastien Kennes partage ce point de vue. Pour lui, on retrouve dans le *Do it yourself* trois dimensions importantes : résistance, expérimentation et vision transformatrice. Pour lui, *Faire soi-même* pratiqué en dehors du système dominant et dans une démarche collective, c'est un acte de résistance.

Et si le *Faire soi-même* peut avoir comme but ultime de tourner le dos au système capitaliste pour empêcher d'étouffer sous l'effet du réchauffement climatique, nous devons nous interroger sur la manière d'ouvrir ces pratiques de transition à des citoyens qui en sont encore éloignés. Et ce n'est pas nécessairement ceux à qui on pense en premier lieu : en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation durable, ce sont les riches qui ont tout faux !

Mais loin de nous l'idée que les pratiques d'autoproduction vont à elles seules changer la face du monde… Dans le dernier article, Guillaume Lohest tente une classification des modes d'action pour répondre aux enjeux écologiques. En caricaturant, il en distingue trois : la foire aux initiatives citoyennes de transition (dans laquelle il inclut les pratiques de *Do it yourself*), l'éducation permanente pour une transformation longue, et l'activisme pour cause d'urgence.

La pratique du *Faire soi-même* ne va donc pas à elle seule changer le monde car elle ne met pas en danger l'économie capitaliste mondialisée. Elle peut cependant être considérée comme un acte politique à condition qu'elle trouve sa place dans cette complémentarité des formes d'engagement.

Monique Van Dieren

Equipe de rédaction :
Claudia Benedetto, Paul Blanjean, Laurence Delperdange, Guillaume Lohest, Monique Van Dieren
Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*
Mise en page : *Hassan Govahian*
Editeur responsable :
Guillaume Lohest, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
Prix au n° : 4 €
Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :
Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

COUTURE, PRODUITS D'ENTRETIEN, JARDINAGE...

DU SAVOIR-FAIRE AU FAIRE POUVOIR

Equipes populaires

Potagers collectifs, ateliers de fabrication de produits d'entretien et cosmétiques, de réparation d'électroménagers, de « relooking » de vêtements... Ces activités trouvent de plus en plus leur place dans le programme des groupes d'éducation permanente. Les objectifs sous-jacents de ces activités peuvent être à la fois des impératifs budgétaires, environnementaux, sanitaires et le souhait de partager des moments conviviaux joignant l'utile à l'agréable. Mais, dans le secteur de l'éducation permanente, cela suffit-il à remplir nos missions d'émancipation sociale, de citoyenneté active, de justice sociale ? Et plus largement, comment ces réponses locales peuvent-elles participer au renversement d'un mouvement global dévastateur ? Comment connecter ces communautés porteuses de solidarité pour changer le système libéral ?

Au fil des décennies, avec l'avènement de la révolution industrielle, des savoir-faire se sont glissés dans les manufactures. Les machines se sont mises à tricoter, tisser, labourer, cultiver, supplantant ainsi ce qui, pendant des siècles, remplissait les journées de femmes et d'hommes fabriquant les objets, meubles, vêtements, conserves utiles à leur quotidien.

Longtemps désappropriés de ces gestes hérités d'une expérience ancestrale, nous avions confié, un peu malgré nous et qui sait, trop heureux de nous en débarrasser, la réalisation de bien des « choses ». Le salariat mit artisans et ouvriers à la manœuvre, derrière les machines. Hier chez nous, et aujourd'hui, de plus en plus dans des pays d'Asie, une main-d'œuvre spécialisée contribue à inonder le marché d'objets en tout genre, remplissant quelque temps après, les décharges.

Or, depuis quelques années, ces savoir-faire regagnent du galon à travers les gestes de ceux ▶

Equipes populaires

qui, de plus en plus nombreux, souhaitent « mettre la main à la pâte ». Individuellement ou collectivement.

Partant d'un « ENTRE-SOI »

Christian Boucq est administrateur à Etopia et membre du Conseil Supérieur de l'éducation permanente. Nous lui avons demandé en quoi et comment faire soi-même plutôt que déléguer à d'autres, peut être porteur de changement de société ? Et à quelles conditions ces démarches se situeraient-elles dans le champ de l'éducation permanente, de la transformation sociale et donc, du politique. Avec **Marc Maesschalck**, philosophe, il a construit une grille d'analyse qui met en lumière le moment du basculement. Celui qui, d'un entre-soi rassurant conduit le projet vers le champ politique.

Si cultiver son jardin, seul ou en groupe, a certes des bénéfices évidents en matière de santé, de convivialité, d'échanges de savoirs et d'expériences, d'acquisition de nouvelles compétences et connaissances, cette activité semble se réaliser en vase clos. On plante, récolte ensemble, on partage ses connaissances, héritées d'un aïeul d'ici ou d'ailleurs ; on s'ouvre à la lune, aux bienfaits de certaines plantes aromatiques, aux techniques respectueuses de la terre, aux cultures associées.

Les effets sont positifs, multiples ; ils touchent à l'interculturel parfois, au respect de l'environnement, à la remise en cause d'un système parfois. Monoculture et culture intensive sont questionnées.

L'étape initiale consiste à se demander quels acquis individuels découlent du projet. Jardiner, cuisiner requièrent l'apprentissage de nouveaux savoir-faire. Faire en commun implique également de s'organiser collectivement. Se répartir les tâches, les rôles de chacun, décider ensemble des manières de faire, négocier, s'accorder, partager connaissances et expériences, prendre des décisions collectivement…

Il faudra pour chacun, trouver sa place. Toutes ces actions nécessaires à la bonne marche du projet permettent à chacun de réactiver la confiance en soi et d'ajouter de nouvelles compétences à sa pratique. Il est question de SAVOIR FAIRE, de développer une expression, de produire une émancipation à partir de l'expérimentation. Tous ces aspects traversent les activités menées dans le secteur de l'éducation permanente. Elles amènent une conscientisation et peu à peu une cohésion au sein d'un groupe. Il s'agit de découvrir ensemble, d'exprimer, d'analyser. DE POUVOIR FAIRE.

Mais peut-on dire qu'on se situe ainsi sur le champ politique ? Et si pas, pourquoi ?

Allez vers l'ENTRE NOUS

Lors de ces étapes, les personnes se situent dans un certain entre-soi, une zone de confort. Si le pouvoir d'agir est présent, pour s'inscrire réellement dans un champ politique, il va falloir sortir de cette zone de confort pour aller vers l'extérieur. En développant des capacités nouvelles d'action collective. Investir l'espace public nécessite donc un levier supplémentaire. Les deux chercheurs parlent alors de POUVOIR FAIRE en développant des modes d'organisation participative, des capacités d'ACTION COLLECTIVE. C'est là que se dessine le FAIRE SAVOIR qui va entraîner le groupe dans une navigation entre CONFLIT et COOPERATION. En dévoilant le projet et les objectifs qui le sous-tendent, le groupe s'ouvre tout à la fois à la critique mais aussi à la coopération.

Rencontrer d'autres groupes, associations… avec lesquels construire des alliances, des auteurs, des conférenciers qui ont développé leur analyse et permettront d'affiner les positionnements, voire les revendications du groupe

permettront de construire un savoir propre au groupe. Mettre en forme celui-ci, par exemple, à partir d'un tutoriel à partager, ouvrira à de nouvelles alliances qui seront elles aussi des pistes de lancement pour aller plus loin, pour endosser une véritable responsabilité dans l'espace public.

Par exemple, lorsque quelques militants décident, à partir d'une réflexion sur l'alimentation et l'agriculture, de lancer un projet qui consistera à lutter, entre autres, contre le gaspillage alimentaire en récoltant des invendus du marché pour préparer un repas mensuel convivial, il leur faudra trouver un lieu. Cette recherche va les amener à aller vers des gérants de cuisines collectives, à négocier avec ceux-ci. A quitter l'Entre-soi pour s'ouvrir au NOUS, co-élaborer un projet plus vaste.

L'action collective doit être un aller-retour permanent entre FAIRE SAVOIR et FAIRE POUVOIR.

Se préoccuper du TIERS ABSENT

Une autre dimension essentielle : celle de l'émergence du TIERS ABSENT dans la réflexion. Il doit être inclus dans l'analyse et dans ce qui met le groupe en mouvement pour mener des actions en appelant à la justice sociale. Comment penser consommation, alimentation, sans se soucier de ceux qui n'y ont pas réellement accès, qu'ils vivent ici ou dans les pays du sud ? Comment ne pas inviter dans les discussions, les partages d'expériences, les analyses, les personnes dont les faibles revenus ne permettent pas toujours de se nourrir avec des produits de qualité mais aussi les paysans, les pêcheurs du sud qui subissent de plein fouet, dans leur quotidien, les effets dévastateurs des industries agroalimentaires et du dumping ?

C'est à partir de tous ces éléments qu'une action collective permet d'aller vers une action transformatrice sous-tendue par des capacités d'action nouvelles ; lesquelles impliquent de se placer d'une manière critique dans l'espace public, en marquant clairement les valeurs portant l'action qui seront régulièrement réinterrogées et réexprimées lorsqu'il faudra en débattre, par exemple avec les autorités publiques, des riverains parfois, d'autres collectifs avec qui créer peut-être de nouvelles alliances. Expérimenter un modèle critique qui transforme les choses dans un rapport de force par rapport à l'idéologie dominante, c'est bien de cela qu'il s'agit pour se situer dans un acte politique.

Mener à bien, pérenniser les projets imposent l'adhésion de chacun à toutes les étapes du processus. Plus les discussions seront riches, plus chaque démarche d'élaboration du processus sera questionnée, chaque décision mûrement réfléchie, plus le projet sera fort de l'adhésion de chacune et chacun. Un réel exercice de démocratie pour amener des changements qui mettent l'humain au cœur du projet de société.

Laurence Delperdange

Questionner à partir de deux exemples

Un petit coin de bonheur

Dans les quartiers du Bauloy et de Chapelle aux Sabots à Court-St-Etienne, des potagers collectifs ont vu le jour, non sans mal. Soutenus par la cellule de développement communautaire du CPAS d'Ottignies/Louvain-la-Neuve, les habitants promoteurs de ce projet, ont dû avant de démarrer, convaincre les riverains opposés à celui-ci. Pour, quelques années plus tard, admirer ce que Roland, actif dans le projet, appelle « *un petit coin de bonheur* » où échanger autour de l'arbre à palabres la sagesse des anciens, les expériences enracinées dans les territoires d'origine des jardiniers - Maroc, Tchéquie, Belgique, France, Congo… « *Je fais partie d'un bouquet* », constate Nathalie. « *On se retrouve en phase avec nos valeurs* ». Avec en plus : « *L'apprentissage du lâcher-prise… Jardiner, n'est pas une science exacte. Trouver des réponses lorsque les semences ne poussent pas comme on le voudrait… Autour d'un projet qui crée du lien, interculturalité, intergénérationnel, transmission de valeurs environnementales ; sentiment de liberté, travail manuel…* »

Voir la vidéo sur www.switch-asbl.org/cultiver-les-liens

Table d'autres

Récolter les invendus du marché dominical pour les cuisiner et les consommer ensemble autour d'une table conviviale, voilà le projet lancé il y a quelques années, par la régionale des Equipes Populaires de Charleroi-Thuin. Depuis, ce projet a fait des émules à Court-St-Etienne et à Bruxelles. Au-delà des aspects de convivialité, d'une plongée dans une autre manière de consommer plus responsable, en luttant contre le gaspillage et la malbouffe. *Table d'autres* cultive les ferments d'alternatives nouvelles à la consommation. Ce projet dans la ligne du « faire soi-même », permet-il de faire bouger les lignes d'un monde dans lequel le capitalisme contribue à épuiser les ressources, à nous faire avaler n'importe quoi, au propre comme au figuré… ? La réflexion est au cœur de la démarche.

Voir : Histoire digitale sur le projet sur www.histoires-digitales.be

FAIRE SOI-MÊME, C'EST AUSSI... UN BUSINESS

Le Faire soi-même n'est pas seulement pratiqué de manière collective en éducation permanente, c'est aussi une nouvelle attitude individuelle d'autoproduction qui peut cependant revêtir un aspect militant de remise en question de la société de consommation. Cette pratique se répand, et le marché a bien pris conscience du potentiel que représente cette évolution.

La tendance au *Faire soi-même* n'est pas récente. Elle s'est surtout développée dans les années '70 où, dès cette époque, des mouvements de contestation de la société de consommation ont vu le jour. On attribue la naissance de ce mouvement à la publication par Steward Brand en 1968 d'un catalogue d'informations, d'astuces et de conseils pour promouvoir, via l'autoproduction et la créativité, des alternatives à la consommation de masse standardisée[1].

Depuis une dizaine d'années, la pratique individuelle du *Faire soi-même* s'est étendue grâce aux réseaux sociaux (et en particulier YouTube) qui diffusent des millions de tutoriels pour aider les consommateurs à réaliser eux-mêmes leurs produits. Les inquiétudes grandissantes par rapport à l'évolution du climat et l'épuisement des ressources naturelles ont également amené de plus en plus de personnes à remettre en question la surproduction de biens de consommation au détriment de la santé de la planète. C'est le début des initiatives de transition, dans lesquelles les pratiques individuelles et collectives de *Faire soi-même* ont pris tout leur sens.

Mais comme le business n'est jamais très loin, cette tendance pleine de vertus pour le bien-être personnel et collectif est devenue également un créneau commercial en pleine expansion.

Un phénomène en expansion

En termes de marché commercial, le phénomène prend de l'ampleur dans tous les domaines, mais c'est surtout dans le domaine du bricolage et de la construction que le *Do it yourself* se développe le plus, en particulier avec la crise sanitaire. De nombreuses sociétés se sont spécialisées dans la vente de produits prêts-à-monter et les conseils aux particuliers qui veulent mettre la main à la pâte plutôt que de faire appel à des professionnels. Les grandes enseignes de bricolage surfent aussi sur la vague en proposant des ateliers pratiques, des tutoriels sur Internet, de la publicité ciblée sur les réseaux sociaux afin de séduire un nombre de plus en plus important de personnes animées par le plaisir de bricoler ou de créer. A côté des salons de la construction, ceux qui mettent en avant la création et le savoir-faire ont aussi le vent en poupe.

« *De nouvelles sociétés débarquent sur le marché tellement la demande serait forte* », explique Valérie Mahy[2] qui a interrogé plusieurs responsables de ces sociétés d'un nouveau genre dans le domaine de la construction et du bricolage. Ceux-ci disent que la forte demande s'explique notamment par le souci d'économie, le manque de professionnels disponibles… et l'accroissement du temps libre, en particulier pendant le confinement.

C'est également dans le jardinage et la cuisine que le *Faire soi-même* fait son grand retour, avec cette fois des motivations plus environnementales et de santé. Ici aussi, le confinement a renforcé cette tendance. Durablement ou non, la question est ouverte.

A notre connaissance, il n'existe pas d'études ni d'enquêtes belges sur les pratiques liées au *Faire soi-même* ni au poids économique qu'elles représentent. Du côté français, *l'Observatoire Société et Consommation* a réalisé en 2016 une vaste enquête[3] sur les activités les plus pratiquées, ainsi que le profil et les motivations de celles et ceux qui les pratiquent. Dans la foulée, il a créé *l'Observatoire du Faire,* tant cette tendance prenait une place importante et spécifique dans les nouvelles pratiques de consommation. D'après cette enquête (estimation sur base des budgets évalués par les pratiquants eux-mêmes), le chiffre d'affaires de ce secteur s'élèverait à 95 milliards d'euros par an.
Les pratiques prises en compte dans l'enquête

sont de type « loisirs actifs » au sens large. Le Top 4 des activités de loisirs des Français sont les jeux de société, le bricolage (61%), le jardinage (57%) et la cuisine (56%).
On peut supposer que les pratiques sont similaires dans notre pays.

Le plus souvent, ces activités sont pratiquées seul (parfois entre amis), mais de nombreuses personnes déclarent souhaiter participer à des ateliers organisés par des enseignes commerciales pour confectionner des produits ou apprendre à bricoler. Il n'y a pas que l'éducation permanente qui surfe sur le « besoin de collectif » !

jacqueline macou-Pixabay

Des pratiques plutôt élitistes

Toujours selon *l'Observatoire Société et Consommation*, le capital économique et le capital culturel restent des paramètres déterminants dans les activités pratiquées par les Français. Les individus sans diplôme ont pratiqué en moyenne 3,4 activités, tandis que les universitaires en ont pratiqué près de 7 (le double). Si les adeptes du « faire » sont davantage représentés parmi les plus aisés, ils le sont aussi davantage chez les jeunes et chez les femmes.

Ce constat, qui concerne les pratiques individuelles et la France, doit cependant nous interroger sur l'accès de tous à des pratiques collectives telles que les jardins partagés, les ateliers de produits d'entretien ou autres développés en éducation permanente.

Des motivations très diversifiées

Comment expliquer l'engouement pour ces pratiques ? Les motivations des pratiquants du *Faire soi-même* sont nombreuses. Les raisons écologiques sont souvent citées, mais aussi la volonté de faire des économies, la remise en question du modèle d'hyperconsommation (« être plutôt qu'avoir »), la volonté de mettre en pratique ses convictions, la réalisation de soi à travers des activités créatives, l'expression de sa personnalité, la nécessité de déconnecter d'un quotidien stressant, une forme de gratification/fierté personnelle/valorisation de soi, un besoin de consolider son identité et son sentiment d'autonomie, mais aussi une manière de tisser des liens autour d'un projet commun.

« *C'est une réponse à une quête de sens et bien souvent, des opportunités de lien social authentique basées sur des centres d'intérêt partagés* », explique Philippe Moati[4]. Le sociologue Ronan Chastellier évoque quant à lui cet engouement par le fait de faire de plus en plus des métiers statiques ou intellectuels qui ne permettent pas de matérialiser le fruit de son travail.

Pour *Edeni*, une association française de promotion de la transition écologique, plus qu'un passe-temps, il s'agit d'une véritable philosophie qui permet à chacun de s'épanouir en consommant mieux. « *Alors que nos parents ou grands-parents savaient utiliser leurs dix doigts pour un tas de choses, nous avons oublié de travailler de nos mains et d'apporter un aspect personnel et unique à nos objets du quotidien. C'est passer du temps sur la confection d'un objet, prendre du plaisir, se tromper, recommencer, pour finalement ressentir un sentiment de fierté et d'épanouissement une fois l'objet terminé. Les réseaux sociaux ont permis de créer de véritables communautés actives et de partager des savoir-faire*[5]». Bien qu'importantes, ces motivations nous éloignent un peu des motivations « politiques » de cette pratique collective en éducation permanente, mais il est nécessaire de les prendre en considération.

Des stratégies commerciales « centrées sur l'expérience client »

De plus en plus de sociétés redéfinissent leur stratégie commerciale en surfant sur cette vague. Elles vantent de plus en plus les bienfaits personnels du *Faire soi-même* sur leurs sites internet.

Pour Philippe Moati, « *Il est de l'intérêt des entreprises de participer à la promotion du « faire ». Notamment en aidant les personnes à accomplir les premiers pas, à engager l'effort initial, par la conception de produits qui facilitent la tâche, par l'engagement aux côtés des clients dans la construction des compétences* ». Toujours selon lui, c'est le modèle de consommation fondé sur l'avoir qui est fatigué. « *Nombre* ▶

d'études montrent à quel point le sentiment de bien-être ne croît pas avec l'avoir… » Ce glissement du centre de gravité de la consommation de l'avoir vers l'être et le faire est perceptible. Celui-ci est convaincu que les marques, qui ont saturé la promesse du bonheur par l'avoir, disposent à présent d'un nouveau terrain de jeu...

Vers l'injonction au minimalisme ?

On peut cependant se poser la question de savoir si ces aspirations à se tourner davantage vers « l'être » que sur « l'avoir » représentent réellement un refus de la société d'hyperconsommation.
Sous le titre provoquant « *La société de consommation est morte, vive la société de consommation* », Jean-Laurent Cassely[6] soutient l'idée qu'en réalité, cette tendance pourrait renforcer les dimensions les plus néfastes de la consommation. Pour lui, « *c'est la fin d'une certaine consommation centrée sur l'accumulation de biens matériels. Celle-ci s'est depuis déplacée vers les expériences et l'immatériel. En tout cas, sous certaines latitudes et dans certains groupes sociaux privilégiés. Les biens matériels subissent comme une décote statutaire, puisqu'ils deviennent communs à tout le monde* ». Pour lui, un des marchés qui pourrait croître sur cette contradiction d'une déconsommation marchande est celui du « faire ». Il cite Olivier Badot[7] pour qui la critique de la consommation est devenue elle-même une expérience de consommation, dans des magasins (et sur des sites internet) qui mettent en scène une sorte de « marketing du démarketing ».

Pour Jean-Laurent Cassely, la nouvelle société de consommation étant davantage centrée sur les désirs d'expression de l'individu, elle est en réalité plus perverse, car la quête du bien-être est une recherche encore bien plus insatiable que celle de l'accumulation d'objets. « *L'injonction au minimalisme ascétique a pour conséquence de générer de nouveaux modes de consommation, un véritable excès de moins, qui n'est au final plus du tout minimaliste. En quelque sorte, une manière de se distinguer selon une logique inversée : plus vous êtes riches, moins vous possédez* ».

En conclusion, le *Faire soi-même* pratiqué de manière individuelle possède donc plein d'atouts sur le plan personnel et collectif, mais n'est pas à l'abri d'une récupération commerciale ni d'une évolution des modes de consommation qui peuvent être contreproductives par rapport aux objectifs escomptés.

Monique Van Dieren

L'AUTOPRODUCTION ACCOMPAGNÉE

Le PADES, Programme d'Autoproduction et Développement Social, est une association française créée en 2002. Elle propose aux pouvoirs publics locaux des programmes d'accompagnement à l'autoproduction en proposant un soutien technique et parfois social, principalement aux ménages en difficulté.
L'autoproduction est synonyme d'autoconsommation, mais si le PADES parle d'autoproduction, c'est pour insister sur le fait qu'il y a bien là production de richesse économique. L'autoproduction étant tout ce qu'une personne ou un ménage produit pour lui-même et qu'il pourrait acheter à l'extérieur.
Son objectif est de faire de l'autoproduction un levier d'innovation sociale et de lutter contre ce qu'il appelle l'économisme, en proposant de nouveaux rapports entre économie monétaire et non monétaire, entre ce qui est habituellement considéré comme économique et non économique[1].
Le choix de cibler plutôt les populations modestes est une réponse au paradoxe que ce sont ceux qui auraient le plus besoin de recourir à l'autoproduction pour améliorer leur niveau de vie qui ont le plus de difficultés à y accéder. C'est donc un des moyens de lutter contre les inégalités et contre l'exclusion.
Le *Faire soi-même* pose cependant la question du rapport entre le travail rémunéré et non rémunéré, autrement dit entre l'emploi et le travail ; concurrents ou complémentaires ? Valoriser le travail non rémunéré pourrait amener à ce que l'autoproduction se développe au détriment des travailleurs/artisans/producteurs locaux qui tirent un revenu de leur activité.

1. Autoproduction accompagnée, innovation sociale et sociétale, Guy Roustang, PADES, 2011 https://www.padesautoproduction.net/Documents/APA-innovation%20societale.pdf

1. *Whole Earth Catalog, Access to Tools*, Steward Brand,1968, cité par Nabil Mahieddine sur LinkedIn
2. Article publié le 21/01/21 sur le site de la RTBF https://www.rtbf.be/info/societe/onpdp/detail_le-do-it-yourself-booste-par-la-crise?id=10679261
3. Enquête réalisée auprès de plus de 5.000 Français. Résultats de l'enquête publiés dans *Le Monde* du 05-02-2017 https://www.lemonde.fr/blog/alternatives/2017/02/05/bricolage-codage-fait-main-lobservatoire-du-faire-decortique-les-activites-des-francais/#more-8280
4. Co-président de l'ObSoCo, l'Observatoire Société et Consommation
5. *Do It Yourself : le grand retour du fait maison*, Edeni, août 2020 https://medium.com/edeni/do-it-yourself-le-grand-retour-du-fait-maison-328635a26dd
6. *La société de consommation est morte, vive la société de consommation* http://www.slate.fr/story/137069/societe-consommation-est-morte-vive-societe-consommation
7. Olivier Badot, *Consommations émergentes*, ouvrage collectif paru aux Editions Le bord de l'eau

SÉBASTIEN KENNES :

LA PUISSANCE DE L'AGIR COLLECTIF

Bien connu dans le monde associatif où il participe à de nombreuses dynamiques alternatives, Sébastien Kennes fait aussi partie de l'équipe de « Rencontre des Continents », une association qui définit l'éducation populaire comme étant au croisement des questions sociales et environnementales. Il se définit non comme un théoricien mais comme un praticien. Contrastes l'a rencontré.

Sébastien Kennes

Contrastes : Avant de répondre à la question : « faire soi-même est-il un acte politique ? », peux-tu nous dire sur quelles expériences et quelles réflexions tu t'appuies pour y répondre ?

Sébastien Kennes : Ma réflexion et mon action s'enracinent dans le travail de terrain réalisé en éducation populaire depuis 10 ans avec RdC[1]. Il y a aussi le travail de réflexion sur les alternatives et les dynamiques de changement menées avec toute une série d'organisations dont les Magasins du monde Oxfam et Quinoa. Parmi les thématiques que nous abordons, les combats auxquels nous participons, il y a les questions autour des luttes paysannes et l'agroécologie, les luttes écologistes, la transition ou encore les enjeux liés aux effondrements.

La deuxième casquette avec laquelle je parle est celle d'activiste impliqué dans une série de mouvements sociaux, les luttes de territoires, luttes climatiques et sociales, les accords de libre-échange ou encore les collectifs *Actrices et Acteurs des Temps Présents* ou « Occupons le terrain ». ▶

> *Le premier outil est l'éducation populaire partout et pour tout le monde. Ce qui est révolutionnaire, c'est d'apprendre à ne pas penser « par soi-même » mais au départ du point de vue des autres, à partir de la situation des gens, de leurs visions du monde, de leurs héritages.*

▶ Je suis aussi actif dans des expériences d'alliances ou de convergences des luttes. Les deux mots ne veulent pas dire la même chose… Je pense à la lutte contre la maxi-prison de Haren ou le CETA[2], dans le Mouvement Climat ou encore avec les EP de Bruxelles au sein de *Rendre Visible l'Invisible*[3] ou, aussi avec les EP, plus récemment au sein de *Faire Front*[4].

Ou encore pour faire un lien avec l'actualité, la limite des écogestes qui ont émergé dans le Mouvement Climat avec l'idée de combattre le réchauffement climatique avec d'autres pratiques personnelles de consommation. Il y a de plus en plus d'alternatives qui se créent, souvent dans le secteur de l'alimentation. On a commencé à étudier des alternatives au mode alimentaire dominant, dont les jardins collectifs, le renouveau coopératif… Et le « Do it yourself » entre aussi dans cette catégorie.

Quelle grille d'analyse utilises-tu pour articuler toutes ces formes de résistance ?

Il faut arriver à ce que Patrick Viveret[5] appelle le REV, c'est-à-dire à articuler « Résistance - Expérimentation - Vision transformatrice ». Cela nous permet d'avoir une vision, de pouvoir articuler et expérimenter les échanges (le côté relationnel). Dans le « Do it yourself », on retrouve les trois. Faire soi-même en dehors du système dominant, c'est un acte de lutte, de résistance, d'autant que l'on est souvent dans une démarche collective… On a souvent besoin des autres pour savoir comment on fait. C'est aussi parce qu'on veut faire autrement que simplement aller acheter des nouvelles choses. On fait de la « récup », on bricole, on répare.

Une deuxième articulation importante qu'on pratique à RdC, c'est l'interaction entre trois piliers : l'éducation populaire, le réseautage et la vision systémique.

Comment définis-tu le réseautage ?

Le réseautage c'est « arrêter de penser en silo » et au contraire avoir une vue systémique qui utilise le terreau riche de nos réseaux associatifs et militants pour essayer de comprendre la vision des autres et reconnaître la complémentarité. On ne peut pas tout savoir et avoir un mot à dire sur tout. C'est un « travail ensemble ». Et, en éducation populaire, c'est parvenir à travailler aussi au départ du point de vue des autres. Et pas uniquement le nôtre qui peut être centré (ou « occidentalo-centré ») de par notre histoire, notre classe sociale, la position que l'on occupe dans la société.

Cependant, dans un même projet, on peut avoir des différences de motivations, de niveaux d'engagement ?

Oui. Ce troisième point sur les niveaux d'engagement me parait important. Il est essentiel de respecter les différents niveaux qui s'offrent à chacun.e de s'engager là où il.elle le peut. Si tout doit être fait, cela ne veut pas dire que tout le monde doit tout faire partout, tout le temps et en même temps.

Si on prend la question du système alimentaire par exemple, il est ultra important que des groupes travaillent au niveau local. C'est le développement des circuits courts, des jardins collectifs… C'est réapprendre à cuisiner ensemble. Mais cela ne va pas sans des changements structurels importants, comme Olivier De Schutter[6] l'évoque souvent dans ses interventions. Que fait-on au regard des politiques agricoles comme celle de la PAC[7], dont la dernière actualité montre que l'on va dans le mauvais sens alors que tous les voyants sont au rouge ?

Mais un jardin collectif, c'est bien loin des politiques européennes ?

Justement, il faut trouver les articulations entre les niveaux locaux et globaux. Tout le monde ne peut pas tout faire. On ne peut pas demander à des gens qui sont super impliqués dans un potager collectif de transformer la PAC à eux seuls. On sait aussi qu'être dans le collectif, cela épuise. Avec Quinoa, les Magasins du monde et RdC, on a réalisé une étude commune sur les initiatives dans le système alimentaire alternatif[8]. On ne peut demander aux gens d'être tout le temps dans le collectif sans, en même temps, prendre soin de soi. Mais comment articuler les deux dimensions ? Le troisième niveau d'engagement que l'on doit respecter aussi est le positionnement vis-à-vis des pouvoirs publics. On doit accepter que l'on puisse parfois travailler avec les pouvoirs publics, parfois contre eux et parfois sans eux.

Et la même initiative peut passer d'un stade à l'autre ?

Absolument. Beaucoup d'initiatives démarrent dans le « sans »… On crée une coopérative, on commence un jardin potager sans demander l'autorisation. A un moment donné, on est bien obligé de travailler avec les pouvoirs publics parce que, par exemple, la commune dit : « *Vous n'avez pas le droit d'utiliser le terrain sur lequel vous êtes parce qu'on va y construire un*

truc… » Et si ce « truc » ne rencontre pas les intérêts de la communauté impactée, elle va devoir agir contre la commune, par exemple si cette dernière veut installer un parking ou un supermarché… Il y a aussi la question des alliances possibles, souhaitables, nécessaires. Dans ce cas-ci, je préfère utiliser la notion d'alliance à celle de convergence, car cela permet à chacune et chacun de « garder son combat ».

Mais la convergence est également importante. Cela veut dire que l'on tombe d'accord sur un dénominateur commun… en perdant peut-être chacun une partie de son combat. Faire soi-même, ce n'est pas se couper des autres. Comment arrive-t-on à articuler ce que l'on fait à l'extérieur ? Il faut des facilitateurs qui créent des espaces pour construire ces ponts. Les associations jouent ce rôle car on ne peut pas demander cela aux individus.

Mais, au-delà des initiatives de petits groupes, de prises de conscience, peut-on imaginer un chemin qui amène des transformations profondes et durables ?

Je voudrais, pour répondre à cette question qui est effectivement essentielle, revenir sur l'enjeu des articulations en faisant allusion à Emeline De Bouver[9] qui travaille pour *Ecotopie*[10]. Sur la question de la transition, elle s'interroge sur la manière de transformer les choses en profondeur. Elle parle de quatre types de transformations.

La première est ce qu'elle appelle la transformation intérieure et culturelle. Cela pose la question : « De quel humain la transition a-t-elle besoin ?» Quelle vision avons-nous de nous-mêmes, et quels équilibres faisons-nous entre des dimensions qui peuvent apparaitre comme antagonistes ? C'est par exemple l'autonomie et la liberté face aux limites et contraintes.

La deuxième, c'est la transformation relationnelle. Quelles sont les interactions qui favorisent la transition ? Quels sont les réseaux et solidarités à créer ou à réinventer ? Et pour qui est cette transition ?

La troisième est la transformation de nos modes de vie. Cela pose la question des pratiques concrètes et des modes de vie à développer. Mais aussi, par exemple, celle des technologies dont nous avons besoin pour y arriver. Cela signifie qu'il faut modifier sa façon de vivre, avec des habitudes à perdre et d'autres à apprendre. En d'autres termes, on pourrait résumer en disant « comment vivre différemment » ?

Sébastien Kennes

Et, enfin, la quatrième transformation est structurelle, car on ne peut pas se contenter de changements individuels ou de ceux de « petites cellules ». Il faut pouvoir sortir du système actuel. Cela demande de définir des étapes, des objectifs politiques, des revendications… Tout cela pose aussi la question de la redéfinition de la démocratie et des institutions qui connaissent une forme d'essoufflement.

Cette vision stratégique - avec la complémentarité des quatre modes de transformations - semble claire, mais laisse ouverte la question du passage de la théorie à la réalité sociale et sociétale… En d'autres termes, comment cette démarche peut-elle se traduire et être appropriée sur le terrain ?

Le premier outil est l'éducation populaire partout et pour tout le monde. Ce qui est révolutionnaire, c'est d'apprendre à ne pas penser « par soi-même » mais au départ du point de vue des autres, à partir de la situation des gens, ▶

> *Il n'y a pas de réponse globale à des questions écologiques s'il n'y a pas une articulation permanente avec les questions de justice sociale. On ne peut pas laisser des gens sur le bord du chemin.*

de leurs visions du monde, de leurs héritages : l'économique, le social et le culturel. C'est à partir de là que l'on peut construire ensemble et éventuellement combattre et résister. En effet, cela n'a pas de sens de partir exclusivement de nos points de vue. Comment arrive-t-on à créer de la décentralisation en termes de rapport à l'autre. C'est donc l'éducation populaire pour tout le monde… Certaines associations disent : « *Je n'ai pas envie de faire de l'éducation populaire avec les riches* ». Cette question est posée. Bruno Latour[11] estime qu'il faudra sans doute faire des alliances avec des gens avec qui on n'a pas envie. La question est ouverte… mais il ne s'agit pas ici de faire alliance avec le 1% qui détruit la planète !

Le deuxième outil est l'approche par la notion de territoire. Comment va-t-on enraciner les grands constats globaux que l'on fait sur l'état du monde dans nos milieux de vie, nos quartiers, nos campagnes… La question du territoire affecte directement « nos affects à nous » : la manière dont on voit son espace de vie diminuer, la manière dont on est affecté par les pollutions… C'est différent à la ville ou à la campagne. Cela nous oblige à penser à la fois comment vivre dans nos espaces - en période de confinement, c'est encore plus important - à une époque où se déplacer loin est un privilège. Et cela pose la question de comment allons-nous à la fois vivre et lutter ? Pour moi, c'est lutter au sens large… Cela peut inclure le « faire soi-même ». Dans les deux, il y aura du positif et du négatif. Ce sont des choses que l'on retrouve dans les luttes de territoire.

Une bataille emblématique de territoire est celle de « Notre-Dame-des-Landes » contre la construction d'un aéroport en France. Mais on retrouve ce type de lutte chez nous également. Un bon exemple est « La Boucle du Hainaut »[12]. Les gens se mobilisent parce qu'ils sont directement impactés. Et faire soi-même, c'est également se réapproprier les choses de façon locale.

Tous ces combats, ces mobilisations, ces projets, c'est important mais cela peut-il déboucher sur un changement plus global ?

Faut-il encore croire en un grand changement, au Grand soir ? Je préfère parler de rapport de force. Avec toutes ces initiatives, comment parvient-on à créer un rapport de force face à ce qui est nuisible au vivant ? Comment allons-nous repenser notre rapport à l'Etat ? Les territoires sont une piste de réponse. Beaucoup y travaillent. Avec *Actrices et Acteurs des Temps Présents*, par exemple, c'est à travers le concept imaginaire de « Faire pays dans un pays ». C'est aussi repenser nos échanges économiques. L'autre question qui arrive dans nos radars depuis deux ou trois ans est celle des effondrements.

N'est-on pas démunis face à ces effondrements ?

Je ne pense pas. Les effondrements nous posent inévitablement la question de ne pas tomber dans le défaitisme. C'est une évidence, le monde s'effondre - et c'est encore pire avec la Covid - mais il y a des réponses pour agir et faire face, et le « faire soi-même » y contribue.

Mais il n'y a pas de réponse globale à des questions écologiques s'il n'y a pas une articulation permanente avec les questions de justice sociale. On ne peut pas laisser des gens sur le bord du chemin. Et pourtant, un des risques de dérive que l'on rencontre, c'est celui d'imaginer un monde qui serait plus juste écologiquement mais pas socialement.

Propos recueillis par Paul Blanjean

1. RdC : Rencontre des Continents. Nous utiliserons les initiales dans la suite du texte.
2. Le CETA est l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada - Sur le TTIP (celui entre l'Europe et les USA), voir Contrastes 163 « Traité Transatlantique - Un pacte dévastateur », juillet-août 2014
3. Collectif d'associations regroupées pour l'organisation de la Journée de refus de la misère à Bruxelles
4. Voir « Un Front social, écologique et démocratique pour réinventer l'avenir », Contrastes 199, juillet-août 2020
5. Patrick Viveret est un essayiste altermondialiste français.
6. Ancien Rapporteur spécial pour le Droit à l'alimentation et aujourd'hui Rapporteur spécial à l'ONU sur l'extrême pauvreté et les Droits de l'Homme.
7. PAC : Politique Agricole Commune de l'Union européenne
8. POTENTIA : La puissance de l'agir collectif
9. Emeline De Bouver est une docteure en Sciences politiques et chercheuse sur le renouvellement des militances.
10. Ecotopie est un laboratoire d'écopédagogie.
11. Bruno Latour est un sociologue et anthropologue français.
12. La « Boucle du Hainaut » est un projet de lignes à haute tension devant traverser une série de villages du Hainaut. Les habitants se sont opposés à ce projet d'ELIA et ont formé le Collectif « REVOLTH ».

ARTISANS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La réflexion que nous proposons s'enracine dans un courant né fin du 19e, début du 20e siècle. A l'époque déjà, des penseurs s'interrogeaient sur la tendance du Faire soi-même née de la révolution industrielle, qui transformait la société en vaste marché, garni d'objets nouveaux. Un véritable paradis sur terre… ? Jacques Ellul et Bernard Charbonneau[1] posaient les bases de la critique du progrès technique et de la croissance. Et en filigrane : dans quelle société voulons-nous vivre ? Pour répondre à cette question et amener des réponses concrètes : la politique, incontournable.

Gerd Altmann-Pixabay

Le faire soi-même a pris de l'essor durant le confinement et est au cœur de notre modèle de société. Il est d'autant plus crucial qu'il y a urgence. Et il est politique en ce sens que, porté par de nombreux citoyens, il peut infléchir le cours des choses.

Et si « faire soi-même » a comme but ultime de tourner le dos au système capitaliste pour empêcher que l'humanité n'étouffe et/ou ne se noie sous l'effet du réchauffement climatique, la question de l'empreinte écologique demeure une jauge utile pour mesurer le nombre d'années qu'il nous reste avant l'effondrement.

En observant cette tendance de plus près, nous pourrions découvrir comme le postule Paul Ariès dans un ouvrage paru en 2018[2], que les milieux populaires ont bien des réponses ; de celles que nous cherchons dans les activités que nous proposons.

Lorsque nous affirmons que nos modes de vie occidentaux sont responsables de cette situation catastrophique, nous avons peut-être vite tendance à considérer que nous sommes tous plus ou moins égaux en matière de responsabilité. Et alors que nous nous interrogeons sur la manière d'ouvrir ces pratiques de transition écologique à des citoyens qui, selon nous, en seraient éloignés, Paul Ariès avance, analyse approfondie à la clé, que les milieux populaires participent grandement, par leurs modes de vie, à secourir la planète. Le politologue propose d'opérer un retournement complet de notre grille de lecture. Ce qui au final, nous amènerait peut-être à aller vers un public jusqu'ici peu touché par nos actions : les milieux aisés.

Des petits effets, des grands moyens

L'auteur démontre qu'en matière d'émissions de gaz à effet de serre, les riches ont tout faux tandis que les personnes de milieux populaires font déjà bien mieux. Une corrélation existe donc entre niveaux de revenus et taux d'émission de CO_2. A l'exception des consommations énergétiques liées à des logements parfois vétustes et souvent mal isolés, les personnes ▶

dont les moyens sont parfois peu élevés, ont dans leur propre culture de quoi résister aux diktats du « toujours plus ». Or, bien souvent, les études réalisées pour mettre en lumière ce type de constats ne rendent pas suffisamment compte de la diversité des groupes de population. D'autre part, des concepts réducteurs tels que pouvoir d'achat et niveau de vie se contentent la plupart du temps d'analyser des données chiffrées. Ceux-ci peuvent-ils réellement rendre compte d'une réalité bien plus complexe qui passe aussi par des modes de vie, choisis ou hérités culturellement ?

Un découpage plus fin, tel que le propose l'auteur, permettrait sans doute de pointer les exemples à suivre… et ceux-ci ne seraient pas forcément du côté des penseurs de l'écologie. Certaines recherches proposant des catégories de population plus larges que seulement liées aux revenus - précaires âgés, éco-solidaires, expérimentalistes précaires, consommateurs populaires, bourgeoisie installée et néo-standing - montrent dans quelle mesure les modes de vie impactent plus ou moins fort l'environnement. On peut ajouter également, suggère Paul Ariès, les personnes sans domicile, celles qui sortent d'institutions telles que les prisons, les structures d'aide sociale, les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, les migrants, les gens du voyage, les ménages surendettés ; des citoyens qui tous subissent de plein fouet les dérèglements climatiques alors qu'ils ne contribuent que très peu à les provoquer. Or, les politiques ont tendance à opposer ces groupes de personnes mais également à les invisibiliser, ne leur donnant pas la parole.

Dans son chapitre **Qui a intérêt à révolutionner la table**, le politologue se penche sur ce que consomment les personnes aisées : de l'eau en bouteille, des légumes transformés, des plats préparés, des viandes de boucherie. Des denrées qui, côté bilan carbone, sont assez peu recommandables…

Ce qui rend l'analyse difficile, souligne Paul Ariès, c'est l'invisibilité des milieux populaires pourtant « *plus écolos que les écolos* ».
« *La sensibilité environnementale a un effet très faible sur le bilan carbone* ». Par contre, « *prêcher l'écologie est paradoxalement plus efficace auprès des milieux populaires qu'au sein des classes aisées car l'évolution des comportements prend appui sur des prédispositions telles que ne pas gaspiller.* » Paul Ariès parle de la culture du peu, prônée par les objecteurs de croissance, laquelle ne s'acquiert pas forcément facilement pour chacun. Il y a sans doute quelques bémols çà et là : voitures plus polluantes et maisons mal isolées alourdissent parfois le bilan des personnes des milieux populaires, le plus souvent bien malgré eux… Et c'est là que les politiques publiques ont un rôle à jouer.

Paul Ariès démontre donc que tous les indicateurs prouvent que les milieux populaires ont un bien meilleur « budget carbone », une bien meilleure empreinte écologique, une moindre empreinte sur la diminution des stocks d'énergie non renouvelables en raison d'une moindre utilisation de la voiture et de l'avion, mais aussi parce qu'ils font durer plus longtemps leurs biens d'équipement. Bref, par rapport à l'objectif d'émettre quatre fois moins de GES (Gaz à effet de serre) par rapport à 1990, si les riches ont « tout faux », les milieux populaires font déjà bien mieux.

La main à la pâte

Comme le souligne l'auteur, « *la société d'avant la consommation était une société de l'usage mais aussi une société de la production des sujets humains.* » La plupart des personnes fabriquaient ce dont elles avaient besoin. Or, des pratiques comme l'autoconsommation et l'autoproduction avaient systématiquement reculé. Il est donc fondamental de changer les rapports que les humains entretiennent avec le monde des objets. « *C'est le capitalisme qui sépare le monde des humains du monde des objets tout comme il sépare le travailleur de son activité et du produit de son travail.* » Le fait de confectionner, cultiver soi-même recrée ce lien à l'objet, à son usage dans notre quotidien.

L'auteur constate que les milieux populaires le font parce qu'ils maintiennent des formes de vie précapitalistes telles que le prêt de matériel, l'entraide, l'importance de la famille et des types d'occupation du temps libre. Il semble donc erroné d'opposer social et écologie. Par exemple, le fait d'être « partageux », de se prêter du matériel, d'échanger des coups de main, de garder ses équipements le plus longtemps possible, de cultiver son potager, d'effectuer des réparations à partir de matériaux récupérés ; tout cela bien avant que ça ne soit devenu « tendance ».
« *La fabrique de l'humain est responsable de la crise du symbolique et des institutions. Comme si pour pouvoir se concentrer sur la production des objets-marchandises, il avait fallu oublier le besoin d'instituer l'humain* », peut-on lire encore. L'homme se retrouve déconnecté de ce qui le reliait à la terre, aux rituels qui rythmaient sa vie, à ce qui se transmet, s'expérimente, se crée.

Paul Ariès est politologue. Rédacteur en chef du mensuel *Les Zindigné(e)s*, il est aussi délégué général de l'Observatoire international de la gratuité et co-organisateur de nombreux forums nationaux ou internationaux avec des villes ou des associations comme Emmaüs, ATTAC, CADTM, etc.

Etre sans avoir, ou avoir sans être

La transition écologique supposerait de prendre appui sur ce qui subsiste des formes de vie précapitalistes pour en faire des formes post-capitalistes ; de se diriger résolument vers une société post-pétrolière fondée sur l'autonomie dans tous les domaines de la vie. « *Passer de la jouissance d'avoir à la jouissance d'être* » est philosophiquement très séduisant mais difficile à concrétiser, d'autant plus que les idéaux véhiculés par la publicité mettent en échec bien des personnes.

Comme le souligne le politologue, « *le manque d'argent témoigne que le monde n'est pas régi par mes seuls désirs* ». En d'autres mots, il ne suffit pas de vouloir pour avoir. Et si, comme le postule Paul Ariès « *l'argent introduit une référence au réel* » nécessaire pour prendre conscience de certains enjeux, se demander chaque mois comment nouer les deux bouts n'en est pas moins un facteur de stress très important. Savoir que le "peu" contribue à repousser la catastrophe écologique imminente paraît une bien maigre consolation…
Parlant des modes de vie, Paul Ariès compare aussi les habitudes de loisirs et d'habitat des personnes de milieux populaires et de milieux aisés et, force est de constater que prendre l'avion régulièrement ou vivre en milieu urbain « hors-sol » alourdissent l'empreinte écologique.

Autre constat qui donne à envisager la situation actuelle sous un angle nouveau : les milieux populaires, s'ils peinent à faire de la politique à partir de grandes abstractions, excellent à en faire en partant de l'ordinaire, du quotidien, du local. Et c'est bien de cela dont aura besoin une transition écologique : que les usagers redeviennent maîtres de leurs usages.
Et Paul Ariès d'inviter les mouvements - dont nous faisons partie ! - à être des lieux de fraternité où déployer « *les politiques de l'amitié* ». Une belle conclusion pour un ouvrage qui a le mérite d'élargir notre vision parfois trop focalisée sur ceux qui affichent clairement une sensibilité verte, en oubliant tous ceux qui modestement et simplement parfois, rament à contre-courant, nous montrant pourtant le chemin.

Laurence Delperdange

1. *Textes pionniers de l'écologie politique*, Seuil, 2014
2. *Écologie et cultures populaires : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paul Ariès, Les éditions Utopia, février 2018

Karen Washington

CULTIVER NOTRE PROPRE NOURRITURE NOUS DONNE NOTRE POUVOIR

Si les potagers collectifs se multiplient chez nous, d'autres endroits du monde redécouvrent eux aussi les bienfaits de l'autoproduction alimentaire. Cela se passe notamment à New York, dans le Bronx, un des quartiers les plus pauvres de la mégapole. Elle s'appelle Karen Washington, elle est noire, née à New York. Lorsque, élevant seule ses deux enfants, elle s'est installée dans le Bronx, elle était loin d'imaginer que faire pousser des tomates dans son arrière-cour allait changer sa vie.

Fin des années quatre-vingt, à partir d'un jardin communautaire de son quartier dans lequel se réunissaient des personnes de couleur à faible revenu, elle prend conscience des problèmes croisés entre logement, accès à l'alimentation saine, discriminations ; découvrant que le fait de cultiver ses propres légumes est réservé à une partie de la population et que les personnes noires ne sont pas présentes dans cette dynamique. Karen Washington va, au fil du temps, s'engager dans un activisme visant à ouvrir les grilles des parcelles à cultiver aux personnes de sa communauté. Elle fonde en 2010, la première conférence « Black Farmers & Urban Gardeners » et en 2014, lance Rise & Root Farm, une ferme dans la banlieue new-yorkaise.

Aujourd'hui, elle se définit comme une activiste. Devant les instances de l'ONU, elle parle d'apartheid alimentaire qu'elle situe à l'intersection de la nourriture, de la race, de la géographie et de l'économie.

Alors que la malbouffe inonde les quartiers à faible revenu, tandis que la nourriture saine et biologique remplit les zones riches, Karen Washington rappelle que « *les Etats-Unis ont été construits sur le dos d'Afro-Américains et d'autochtones réduits en esclavage - rotation des cultures, irrigation, les outils que nous utilisons actuellement. Une fois que vous commencez à raconter aux gens la véritable histoire des États-Unis sur la nourriture et les contributions des Afro-Américains, ils voient les choses différemment. C'était très stimulant de savoir que c'était mon peuple qui nourrissait ce pays.* »

Ses actions se sont propagées, ont fait des émules et Karen Washington a largement contribué à améliorer la qualité de vie dans le Bronx et d'autres quartiers de New York en faisant la promotion de l'agriculture urbaine pour accéder à des aliments frais cultivés localement. Une pionnière.

Pour en savoir plus :
https://www.riseandrootfarm.com/karen-washington

Julia Malacoff, 05 décembre 2019, Shape.com

QUELLE EST LA BONNE FAÇON DE CHANGER LE MONDE ?

- Petite sociologie des acteurs du changement -

La « transition » désigne, depuis quelques années déjà, l'indispensable passage d'une organisation du monde à une autre, qu'on souhaite beaucoup plus respectueuse des écosystèmes et des humains. Cette volonté de « transition », au sens large, peut induire des modes d'action différents. Y en a-t-il un meilleur qu'un autre, si ce n'est celui duquel vous vous sentez le plus proche ?

Gerd Altmann-Pixabay

Dans *Le Cid*, la célèbre pièce de théâtre de Corneille, le personnage de Rodrigue se trouve coincé dans ce qu'on appelle, depuis lors, un « dilemme cornélien ». En effet, le devoir lui impose de venger l'honneur de son père en affrontant en duel le père de Chimène, celle qu'il aime. S'il remporte ce duel, il devra renoncer à son amour. Et s'il le refuse, c'est son honneur qu'il perdra.

Les collectifs et les militants qui veulent changer le monde se trouvent dans une situation similaire. Il y a souvent conflit entre leur idéal de société (leur « amour ») et leur adhésion aux valeurs de la démocratie. Le vingtième siècle l'a tristement démontré : imposer une utopie revient à la détruire. Collectifs et militants en sont donc réduits à accepter l'écart, parfois abyssal, entre le monde dont ils rêvent et le monde tel qu'il est, si lent à changer. Avec, parfois, la tentation pour certains de « forcer le passage », le regard qui lorgne vers des régimes plus autoritaires - tentation secrète ou complaisance assumée.

Ce n'est pas nouveau, il a toujours existé une tension entre l'urgence de l'action et la construction démocratique qui exige du temps. Aujourd'hui, cette tension est renouvelée et généralisée quand on l'applique aux questions climatiques et environnementales. L'urgence est absolue, l'exigence démocratique est incontournable. Que faire ? Dilemme cornélien.

Quelles formes cette tension peut-elle prendre, au niveau des collectifs, mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble ? Pour cela, schématisons quelque peu. Attardons-nous d'une part sur les discours empreints de l'héritage « socioculturel », disons, et de l'autre sur les attitudes motivées par « l'urgence écologique ». Voyons enfin comment certaines initiatives ont tendance à se situer plutôt en dehors de cette tension politique. Même si dans la réalité, nos engagements sont souvent plus nuancés, chacun pourra se sentir plus ou moins proche de l'une ou l'autre tendance.

Le regard « socioculturel » : un grave problème à prendre avec recul

Une façon assez répandue pour aborder les enjeux écologiques reste, aujourd'hui, de les considérer comme l'une des nombreuses crises qui agitent la société, à côté des crises économiques, sociales, sanitaires, etc. Prise de recul, nuance, mise en perspective sociologique : beaucoup d'acteurs situés dans le champ institutionnel de l'éducation permanente adoptent ce type de position. On pourrait la résumer comme suit : le climat, les problèmes écologiques sont (très) graves, mais cela reste des problèmes parmi d'autres, qui s'ajoutent à la liste déjà longue des déséquilibres et des injustices dans le monde. Autrement dit, pour traiter cet enjeu, rien de très nouveau sous le soleil, il n'y a pas lieu de réinventer la poudre : on peut activer les grilles d'analyse, les pédagogies et méthodes d'émancipation qui ont fait leurs preuves - l'éducation permanente, la mobilisation, l'action collective.

Ainsi, interrogé sur la transition, Luc Carton reformule les fondamentaux de l'éducation permanente qu'il a contribué à éclaircir et à approfondir : « *Pour déployer la transition, pour accoucher de ce nouveau monde, nous avons besoin des savoirs sociaux stratégiques issus de l'expérience de chacun·e. Ce qu'on appelle les savoirs paysans pour inventer une agriculture paysanne, les savoirs infirmiers pour inventer une santé communautaire, les savoirs de l'ensemble des travailleurs et travailleuses, des citoyen.ne.s dans leur expérience intime comme dans leur expérience sociale. L'éducation permanente, c'est la démarche d'action collective visant l'accouchement de ces savoirs sociaux stratégiques. C'est prendre le temps, par, pour et avec des adultes, de dégager le sens et le non-sens de ce dans quoi ils sont impliqués.* »[1]

En ce sens, l'éducation permanente constitue une sorte de « Faire soi-même » de la démocratie, des idées, de la politique… Face aux enjeux climatiques et environnementaux, les démarches d'éducation populaire demeurent pertinentes, entre autres le Voir-Juger-Agir. Mais, on l'aura noté dans la citation qui précède, ces démarches impliquent de « prendre le temps ». Or le temps, selon le consensus scientifique mondial des climatologues et des biologistes, est écoulé. Il n'y a plus le temps, disent-ils. Ce n'est quand même pas un détail.

L'activisme pour cause d'urgence : forcer le changement

À l'opposé de cette vision « socioculturelle » - telle qu'on l'a schématiquement nommée - un tout autre type de discours s'est développé ces dernières années. Notamment suite aux publications liées aux risques d'effondrement (collapsologie) et aux mobilisations massives de jeunes pour le climat à travers le monde. Cet autre angle d'approche est celui de l'urgence absolue. Le mouvement « Extinction Rebellion » donne un exemple de ce type de discours. Sur le site français de ce jeune mouvement de désobéissance civile, on peut ainsi lire : « *Nous n'avons pas 30 ans pour débattre de tout ça. 2050 n'est pas l'objectif que nous visons ! Le fait de se fixer une date éloignée dans le temps pour atteindre un objectif, c'est un peu comme d'essayer de calculer précisément à quel moment il faudrait intervenir quand on surveille un groupe de tout-petits, qui joue au bord d'une falaise… Quand on sait qu'une catastrophe est probablement imminente, on ne calcule pas combien de temps on a avant d'agir, on fait tout ce que l'on peut pour l'enrayer, et on s'y attelle immédiatement. C'est ce que l'on appelle le principe de précaution. Plus nous tardons à prendre les mesures radicales qui s'imposent, plus nous courons le risque de voir se déclencher un emballement de* ▶

Au niveau macro aussi

Ce qui se joue à l'échelle des collectifs et des militants est aussi à l'œuvre au niveau « macro », celui des États ou de l'Union européenne par exemple. Ce n'est pas anodin que certaines villes et pays se soient déclarés en « état d'urgence climatique » (Irlande, Canada, Espagne ; Milan, Cologne, New York...). Pas anodin non plus qu'on mette en place des « conventions citoyennes sur le climat » (France), ou que d'autres stratégies misent essentiellement sur une modification progressive des habitudes et des comportements. Les trois tendances se retrouvent dans ces tâtonnements pour avancer. Avec un point commun : jusqu'ici, aucune n'obtient de résultats à la hauteur des enjeux, même si chacune peut mettre en avant des petites victoires.

> *L'éducation permanente constitue une sorte de "Faire soi-même" de la démocratie, des idées, de la politique...*

▶ *boucles de rétroaction, qui nous conduirait de manière irréversible à franchir le seuil de basculement vers la "planète-étuve", ou "planète serre". »*[2]

Cette mobilisation par l'urgence, cet appel à la désobéissance civile et aux actions directes, cette intransigeance face à l'ampleur des catastrophes vaut souvent aux personnes engagées dans cette voie d'être stigmatisées comme des « Khmers verts ». On leur reproche, en vrac, de cliver les positions, de manquer de compréhension face aux enjeux sociaux, de vouloir imposer un nouveau mode de vie dogmatique… En quelque sorte, selon cet angle d'attaque, les enjeux écologiques sont si énormes, la situation si inédite, si catastrophique que les modes d'action et de mobilisation doivent être radicaux pour permettre des changements rapides. Tout doit être bouleversé. Au nom de l'urgence climatique, l'action doit être une confrontation. Il faut nommer les ennemis et frapper l'économie. C'est un combat. Inutile de préciser que cette manière d'agir laisse énormément de monde sur le bord du chemin : la grande foule des nuancés, des indécis, des gens qui ne s'intéressent guère à la politique, qui s'en méfient ou en sont dégoûtés, ceux qui veulent juste vivre raisonnablement sans faire de vagues, ceux dont l'emploi dépend de secteurs économiques violemment incriminés par ces luttes… Or peut-on transformer la société sans avoir avec soi cette « majorité discrète » ?

Transition citoyenne, foire aux alternatives : le refus du politique

Enfin, à côté de ces deux manières schématiques d'envisager le changement de société s'en ajoute une troisième. Il s'agit, à gros traits, des initiatives locales de transition et des écogestes citoyens. Dans cet esprit, plus anglo-saxon, plus libéral philosophiquement, la mobilisation est davantage vue comme relevant de la sphère privée et de l'association libre entre citoyens acteurs de changement. Centrée sur le « faire » et la proximité (potagers, vergers, ateliers de savoir-faire etc.), orientée vers le consensus et reposant sur la convivialité spontanée au sein de la « communauté » (voisins, amis, quartier, etc.), cette approche entretient une méfiance envers le conflit et la politique.

Il est d'ailleurs assez symptomatique qu'au sein du mouvement des *Villes en transition* par exemple, les personnes engagées ont pu se montrer très méfiantes vis-à-vis des organisations militantes instituées. « *Laissez-nous développer notre propre style d'action* », entendait-on entre les lignes, « *nous n'allons faire ni grève ni manifestations mais rassembler des citoyens de bonne volonté autour d'une vision positive de l'avenir…* » La tendance au *Do it yourself* (Faire soi-même) s'enracine majoritairement dans cet état d'esprit. Ce n'est pas anodin d'ailleurs qu'elle soit si récupérable par le marché et les tendances de consommation. Ne parle-t-on pas souvent, lors d'événements estampillés « transition », de « foire aux alternatives » ? Entre fête et marché, la transition citoyenne est très rassembleuse. Par contre - et sans doute est-ce la raison de son succès - elle est rarement pensée comme une lutte et ne met pas vraiment en danger l'économie capitaliste mondialisée.

Une tension à habiter

Évidemment, cette petite sociologie des acteurs autour des enjeux écologiques est schématique. Ces trois positions constituent des « idéal-types »[3]. Dans la réalité des engagements, les choses sont plus nuancées. Mais chacun se sent probablement plus proche d'une (ou deux) de ces trois tendances et aurait peut-être ici envie de s'insurger en en prenant sa défense… Qu'on se rassure, pas question dans cet article de défendre une option contre les autres ! J'ai pris grand soin, d'ailleurs, de n'en ménager aucune des trois, de mettre en évidence à la fois la pertinence et les limites de chacune.

Peu importent nos souhaits (Miguel Benasayag)

« Le mouvement alternatif, aussi intéressant soit-il - bien entendu, moi, ça m'intéresse, car c'est toute ma vie -, n'est pas porteur de la certitude qu'un autre monde est possible. C'est même plutôt le contraire à mes yeux : il y a à approfondir d'abord les hypothèses théoriques et pratiques dans ce monde-ci. Il faut arriver à se détacher des souhaits : on va à des manifs, on entend des agitateurs. "Un autre monde est possible", mais à nouveau, cet autre monde possible apparaît sous l'image messianique classique. Et l'autre monde possible ne construit pour le moment qu'une architecture de souhaits. C'est un grand danger. Si jamais notre mouvance s'installait dans une architecture de souhaits où, ipso facto, on aurait tout de suite la question des moyens et des fins, on mettrait en place un remake de ce qui fut, mais qui n'a pas du tout les moyens d'être à nouveau. »

Tiré de : "*Architecture des souhaits, incertitudes des actes…*", *Tribune de Miguel Benasayag dans L'Humanité*, 4 novembre 2002.

Quelle est la meilleure façon d'agir ? Quelle tendance est la plus porteuse de changement ? L'écrivain américain Jonathan Safran Foer, dans son dernier livre *L'avenir de la planète commence dans notre assiette*, consacre un chapitre à montrer comment le changement ne dépend jamais d'un seul facteur. Faisant un parallèle avec l'éradication de la polio au vingtième siècle, il détaille la conjonction de plusieurs éléments qui, ensemble, ont permis de se préserver de cette maladie : découverte scientifique, campagnes grand public, campagnes ciblées, engagements individuels. Il ponctue sa démonstration avec cette phrase interpellante, qu'on peut essayer d'appliquer aux grands problèmes écologiques : « *Qui a éradiqué la polio ? Personne. Tout le monde.* »

On ne va pas rappeler ici à quel point les enjeux climatiques et environnementaux sont d'une ampleur absolument inédite dans l'histoire de l'humanité. Parler d'« enjeux » est d'ailleurs déjà un réflexe de mise à distance, car c'est de catastrophes ahurissantes (ouragans, inondations, sécheresses, guerres, exils, famines, pandémies) dont il est et sera question. On ne va pas non plus redire, tant c'est évident, que le seul chemin souhaitable pour transformer la société passe par la démocratie, la non-violence, l'équité et le respect des droits humains. Et que le seul chemin praticable consiste à partir des gens, à faire avec les gens, là où nous sommes, là où nous en sommes. Entre ces exigences non négociables, urgence absolue et démocratie, il faut que le dilemme persiste.

On ne maîtrise pas la résultante

L'objectif de ces réflexions partagées était de mettre en évidence la tension inévitable entre différents « moteurs » de l'engagement, entre différentes cultures de l'agir, entre différents héritages. Certains veulent aller plus vite, agir plus radicalement : à juste titre ! Il y a urgence climatique ! D'autres insistent sur l'importance de processus d'action et de décision inclusifs et démocratiques : c'est tout aussi justifié ! Idem pour celles et ceux qui préfèrent s'investir à fond dans l'action concrète et la proximité sans s'embarrasser de discours politique : les fruits de leurs engagements sont indéniables et, au fond, la dimension politique n'est jamais bien loin.

Bref, pour le dire platement, tout le monde a raison quelque part. Je n'affirme pas cela dans l'optique d'un consensus mou ! Au contraire : il y a conflit et il est sain que ce conflit perdure. Comment ? Peut-être en intensifiant chaque tendance dans sa radicalité. En cessant de chercher à « réconcilier » ou à réduire au silence les autres stratégies de changement, mais en visant la complémentarité des engagements dans un dialogue sain, vigoureux sans doute, conflictuel sûrement, mais non dogmatique. Il y a urgence ? Démocratisons cette urgence, mettons-la en débat dans chaque collectif, chaque quartier, chaque média, chaque foyer. Il me vient un souvenir d'anciens cours de géométrie : ne parle-t-on pas, à propos de vecteurs orientés diversement dans l'espace, d'une résultante des forces ? Plutôt que de chercher à tordre les autres façons de s'engager pour les ramener à sa manière à soi, est-il envisageable d'imaginer, non pas la « convergence des luttes » mais la « résultante des puissances d'agir » ? Je rêve éveillé.

Nicolas Vigier-Flickr

Manifestation d'Extinction Rebellion à Madrid en 2019

Une révolution de l'agir et du social

Je cherche l'appui d'intellectuel.le.s sur ce sujet. Je tape quelques mots-clés dans *Google* et je tombe sur une interview de Miguel Benasayag. Je l'avais sans doute déjà lue car cette histoire de vecteurs vient manifestement de lui, et non de mes cours de mathématiques. Il compare chaque expérience d'engagement à un vecteur, en insistant sur l'impossibilité de prévoir leur issue et donc sur l'absurdité, à ses yeux, de chercher à les coordonner. « *Il faut avoir le courage de penser en termes de vecteurs tout en sachant qu'il faut, bien sûr, démultiplier les vecteurs, mais que même en démultipliant les vecteurs, on ne maîtrise pas plus la résultante. C'est ce courage-là qu'il nous faut aujourd'hui. Développer en réseau les expériences intensives, en sachant qu'en même temps on ne peut pas savoir. Alors qu'est-ce que ça change, les gens qui occupent des terres, qui font des expériences ? Eh bien, eux ne sont pas dans l'attente de ce qui va se passer, ils sont ici et maintenant. C'est-à-dire que l'autre monde possible est déjà là pour eux.* »[4]

> *Les enjeux écologiques sont si énormes, la situation si inédite, si catastrophique que les modes d'action et de mobilisation doivent être radicaux pour permettre des changements rapides.*

Face à des modes d'action qui dénotent (acti- ▶

Benkamorvan-Flickr

> *Le seul chemin souhaitable pour transformer la société passe par la démocratie, la non-violence, l'équité et le respect des droits humains. Et que le seul chemin praticable consiste à partir des gens, à faire avec les gens, là où nous sommes, là où nous en sommes.*

visme, activités *a priori* très concrètes), le monde institué de l'éducation permanente peut avoir tendance à se raidir. « *N'est-on pas là en dehors des clous ? Quelle place pour le regard critique et la réflexion, pour le débat d'idées ?* » Le cadre d'interprétation s'est beaucoup ouvert ces quinze dernières années. Je pense qu'il faut pouvoir l'ouvrir encore, et supposer que de la conscience critique peut se développer aussi en dehors des formes canoniques d'éducation permanente (débat, réflexion, conférence, etc.), dans des espaces et même dans des temporalités encore inexploré(e)s.

L'éducation populaire est née et s'est définie essentiellement par rapport à la grande question de son contexte d'émergence : la question sociale. Le surgissement de la question écologique n'annule pas la question sociale mais la déplace ailleurs. Comme le répète le philosophe Bruno Latour[5], nous n'habitons pas le monde où nous pensions habiter. Nous ne vivons pas sur un globe, sur une boule qui accueillerait, impassible, les rapports sociaux de production, l'activité humaine, y compris la culture, l'éducation permanente. Nous vivons *sur terre*, c'est-à-dire sur une mince couche biologique qui réagit terriblement aux dégradations que les humains lui font subir. Et nous dépendons de cette fragile couche dont l'épaisseur ne dépasse pas quelques kilomètres. La question sociale, les rapports sociaux sont entièrement dépendants d'elle aussi et, même si nous le savions en théorie, nous agissons comme si ce n'était pas le cas. Pour Latour, cette prise de conscience doit nous bouleverser au moins autant que la révolution copernicienne. La nature et le social ne sont pas deux choses distinctes, et cela change tout. Il y a énormément de choses nouvelles à (re)penser, à (re)configurer, à (re)construire.

Guillaume Lohest

1. Luc Carton, « La transition interroge nos pratiques démocratiques », entretien dans *Symbioses*, propos recueillis par Christophe Dubois, Printemps 2019.
2. Site français d'*Extinction Rebellion* : https://extinctionrebellion.fr/urgence-bioclimatique/#agir-maintenant
3. En sociologie, un idéal-type est un « *type abstrait, une catégorie, qui aide à comprendre ou théoriser certains phénomènes, sans prétendre que les caractéristiques de ce type se retrouvent toujours et parfaitement dans les phénomènes observés* ». (Wikipédia)
4. "Architecture des souhaits, incertitudes des actes...", Tribune de Miguel Benasayag dans L'*Humanité*, 4 novembre 2002.
5. Voir notamment Bruno Latour, *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'égard des terrestres*, La Découverte, 2021.

ISI informatique
Wallonie
FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Digitec SOLUTION